

## Afghanistan



Evaluation @rating pays



Evaluation environnement des affaires



### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2010	2011	2012(e)	2013(p)
Croissance PIB (%)	8,4	5,8	6,9	6,5
Inflation (moyenne annuelle)	7,7	13,8	9,1	6,7
Solde budgétaire / PIB (%)	-10,1	-12,2	-12,9	-12,8
Solde courant / PIB (%)	-44,6	-40,7	-44,6	-43,0
Dette publique / PIB (%)	8,2	6,9	6,7	6,6

(e) Estimations (p) Prévisions

#### POINTS FORTS

- ▲ Soutien significatif de la communauté internationale
- ▲ Perspectives d'exploitation de matières premières (gaz, pétrole, minéraux, etc.)

#### POINTS FAIBLES

- ▼ Etat de guerre, retrait des forces armées de la coalition internationale
- ▼ Situation géopolitique instable
- ▼ Corruption répandue et lacunes en termes de gouvernance
- ▼ Dépendance aux dons très importante
- ▼ Fragilités du système bancaire

### APPRECIATION DU RISQUE

#### Une économie toujours minée par des carences structurelles patentées

Le pays a connu en 2012 une croissance élevée, tirée par les excellentes performances du secteur agricole, qui emploie 80% de la population active. Les récoltes ont été en effet parmi les plus abondantes de ces 30 dernières années, grâce à de bonnes conditions météorologiques. Néanmoins, l'offre est restée contrainte par la présence de risques externes et de faiblesses structurelles internes, comme le niveau élevé des prix énergétiques, les interruptions occasionnelles des échanges avec les pays voisins (fermetures de routes d'approvisionnement) et l'insécurité interne généralisée.

En 2013, le secteur agricole connaîtra un léger repli dans le cas où les conditions météorologiques seraient moins favorables. Cependant, la croissance restera satisfaisante, en raison du dynamisme des investissements étrangers, particulièrement dans la construction et dans l'exploitation des matières premières (gaz, pétrole, minéraux, etc.). De plus, la modernisation des infrastructures et des réseaux d'approvisionnement énergétique

et électrique, souvent avec l'aide de pays voisins, soutiendra l'activité.

Il est cependant à noter que le haut niveau de consommation privée (un des moteurs de la croissance) provient en partie des recettes de la culture illégale du pavot, premier pan économique du pays. Malgré les campagnes menées contre sa culture, les recettes liées à l'opium équivalent à 10 à 15% du PIB et ont été stimulées en 2012 par la hausse des prix de vente. Enfin, l'économie devrait pâtir du retrait des forces armées de la coalition internationale fin 2014. Celui-ci se traduira par un recul des ventes de détail (les troupes consommant localement), le transfert d'une partie des dépenses aux autorités afghanes et le départ de certaines organisations non gouvernementales.

### **Des déficits public et commercial palliés par l'aide internationale**

Les finances publiques souffrent de faiblesses patentées. Le pays peine encore à accroître ses recettes fiscales (qui continueront à plafonner à 11% du PIB en 2013), si bien que les dons internationaux constituent un apport financier plus que nécessaire pour le budget. Les pays donateurs ont promis une nouvelle aide de 16 Mds\$ (l'équivalent de 80% du PIB 2012) en faveur du pays d'ici à 2015, ce qui devrait permettre au pays de pallier ses graves carences budgétaires. En parallèle, le pays va tenter d'accroître progressivement ses recettes budgétaires, grâce notamment à l'introduction progressive de la TVA et aux royalties provenant des projets d'extraction, tout en essayant de réduire sa dépendance aux dons. La transition d'une économie tributaire de l'argent étranger à une économie plus autonome s'annonce lente et délicate.

Sur le plan des comptes extérieurs, le déficit courant reste très élevé. Les importations croissantes de biens d'équipement (en lien avec les développements de projets d'extraction) continueront à grever profondément le compte courant. Cependant, les perspectives pour les secteurs exportateurs seront encourageantes à moyen terme : exports croissants de minéraux, sécurisation des voies d'acheminement, partenariats renforcés avec les pays voisins (comme l'Iran). Toutefois, en 2013, l'impact de ces changements sur le compte courant restera limité.

Enfin, les réformes structurelles visant à renforcer le secteur bancaire peinent à être mises en place. La restructuration du secteur depuis la mise sous tutelle de la première banque afghane, la Kabul Bank, demeure lente. La recherche des responsables de ses pertes est entravée par les problèmes persistants en matière de gouvernance, dont pâtissent également certaines entreprises publiques (corruption, blanchiment d'argent).

### **Instabilité politique critique**

Les initiatives en matière de sécurisation et de contrôle du territoire, menées de concert par le gouvernement du Président Karzai et par les forces étrangères, n'ont pour l'instant que peu d'impact. Le tribalisme, la puissance des potentats locaux et le pouvoir des insurgés resteront prégnants et paraissent renforcés par le transfert de pouvoir aux forces de sécurité afghanes (mal équipées, sous-entraînées et fragmentées), dans la perspective du retrait des soldats étrangers.

En interne, l'environnement des affaires est toujours marqué par une corruption endémique, une lutte contre le narcotraffic inefficace, un accès aux libertés réduit, alors même que l'aide internationale est conditionnée à l'endigement de ces fléaux. L'aide fait toujours l'objet de détournements et continue à être mal répartie géographiquement. Sans amélioration notable sur tous ces aspects, il est probable que les donateurs, pour la plupart des pays occidentaux en difficulté économique, commencent à réduire leur aide, fragilisant le Président Karzai.

